

**Discours prononcé par François Bayrou
A l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse
13 janvier 2010**

Bonjour à tous,

Comme vous le savez cette journée est une journée triste pour beaucoup de notre compatriotes haïtiens, pour beaucoup d'entre eux qui ont été victimes et pour qui nous allons respecter une minute de silence dans quelques instants...

C'est une tragédie désolante et désespérante qui s'est produite et c'est d'autant plus grave et attristant que cette catastrophe touche l'un des peuples ou le peuple le plus pauvre de la planète.

Alors devant cette tragédie il y a me semble-t-il à faire d'abord un immense effort de solidarité. Et nous y participerons nous même avec le MoDem qui lancera une souscription auprès de ses membres pour participer à l'effort de solidarité pour les victimes qui sont dans le dénuement le plus absolu.

Et il est temps, pour une fois que se mette en place effectivement une force d'intervention européenne regroupant les capacités d'intervention de nos armées, de nos forces de sécurité et, le jour venu de la reconstruction. C'est le moment pour l'Europe de montrer qu'elle est là, pour intervenir dans l'urgence ; et évidemment la France étant donné les liens historiques qui l'unissent à Haïti avec toutes les îles des Caraïbes, la France jouera un rôle qu'elle s'apprête déjà à jouer, et l'ampleur du drame doit obliger l'Europe à agir et non pas seulement à s'exprimer.

Alors je voudrais que l'on prenne les quelques secondes nécessaires pour un moment de recueillement...

Merci beaucoup.

Ce rendez-vous quelque peu rituel de début d'année nous donne l'occasion de nous retrouver. Alors que nous allons passer de longs moments ensemble tout au long des mois qui viennent, permettez-moi de vous assurer de ceci : chaque fois que nous nous croisons, derrière le stylo, le micro, ou l'objectif, je vois d'abord une femme ou un homme. C'est pour cette femme ou à cet homme que je formule des vœux pour l'année qui a commencé. Que les chances vous soient nombreuses ; que les chagrins vous soient épargnés, et s'il s'en trouve, comme cela se produit dans toutes nos vies, que vous les traversiez avec courage ; que les vôtres soient protégés ; et que la vie vous donne de l'aimer.

Pour en venir à un sujet plus politique, il y a un sondage impressionnant qui est sorti hier. Ce sondage dit que 75 % des Français, trois sur quatre, ne font confiance ni à la droite, ni à la gauche pour conduire la politique du pays. D'où vient cette perte de confiance ? Trop de mots, trop de promesses, trop de distance entre les mots et les actes. Et cela vaut pour tout le monde. Pour le

pouvoir, bien sûr, et, en ce sens, l'autosatisfaction des discours de vœux en ce début d'année aura frappé tous les observateurs. L'autosatisfaction n'est jamais le bon ton, mais en période de crise, quand les Français sont le peuple le plus frappé d'inquiétude de tous ceux qui nous sont comparables, cela devient carrément déplacé. Mais cela vaut aussi pour les opposants, parce que les Français ne perçoivent pas où on pourrait aller.

Mon premier vœu sera donc celui-là : pour que notre démocratie redevienne crédible et positive pour le pays, si le pouvoir persiste dans l'autosatisfaction déplacée, que les oppositions proposent des solutions concrètes et réalistes.

Montrer qu'il existe une autre politique : c'est en tout cas cette règle qui sera la nôtre dans la campagne des élections régionales aussi bien que dans les combats des mois qui suivront : montrer qu'il existe une autre politique, possible, réaliste.

Il existe une autre politique.

Cette autre politique, voilà ses traits dominants :

L'autre politique dit la vérité, au lieu de raconter des mensonges. L'autre politique rassemble les Français au lieu de les opposer. L'autre politique ne transige pas sur la justice. L'autre politique place les priorités où elles doivent être, l'emploi, l'éducation, avec des résultats vérifiables. L'autre politique met l'Europe devant ses responsabilités. L'autre politique respecte les générations à venir, tant en matière d'environnement que des dettes ou des retraites. L'autre politique invente un nouveau pouvoir et met en accusation toute main mise des affaires sur le pouvoir.

Voilà les traits dominants, et je vais les reprendre un par un.

Dire la vérité : quand on dit, on fait ! Aujourd'hui, la plupart du temps, on dit, et on ne fait pas. Et même, souvent, on fait le contraire.

Par exemple, on dit : nous ne créerons pas d'impôts. En fait, on a institué dix-sept prélèvements supplémentaires. Peut-être certains d'entre eux étaient-ils justifiés, mais alors qu'on ne raconte pas d'histoires.

Deuxième exemple, on dit : priorité à l'environnement. Il y avait une mesure utile, directement utile, dans le fatras de l'arsenal législatif et réglementaire censé nous donner de bonnes habitudes : cette mesure utile, pour moi la principale, c'était celle qui permettait d'améliorer l'isolation de la maison en déduisant des impôts une partie des dépenses de changement des fenêtres des maisons. C'était simple, à la portée de beaucoup de foyers. Et ça marchait. Et ça marchait tellement bien que cette aide fiscale vient d'être réduite de 50 % ! On dit, et on fait le contraire.

L'autre politique se fixera comme règle de faire ce qu'on dit. Tout simplement en pensant que la confiance est la première condition du redressement d'un pays.

L'autre politique ne transigera pas sur la justice. Tout le monde sait, désormais, que l'effort est devant nous. Nous sommes un grand pays, nous sommes un grand peuple, avec beaucoup d'acquis. Donc, il y a une chose certaine, c'est que nous allons nous en sortir ! Mais pour en sortir, il va falloir de longs et durables efforts. Ces efforts ne seront acceptés que si chacun des Français, dans sa conscience, dans les discussions autour de la table de famille ou au travail, sait avec certitude, que les efforts sont répartis avec justice. Que l'on demande plus à ceux qui peuvent davantage, et que l'on épargne, autant que possible, ceux dont la vie est plus difficile. Et c'est en ce sens qu'une réforme en profondeur de notre fiscalité s'imposera comme condition nécessaire de l'autre politique. Il faudra que cette réforme en profondeur permette de sortir des injustices et des impasses : le labyrinthe des niches, le bouclier fiscal, l'ISF, les évasions fiscales. Sur tous ces points, il faudra qu'une réforme générale obéissant à des principes compréhensibles par tous, favorisant l'actif et garantissant la justice soit mise en place.

L'autre politique doit rassembler plutôt qu'opposer. Pour moi, c'est d'ailleurs le sens de toute politique : il n'y a pas de souci de la cité, qui ne soit volonté de rassemblement. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons choisi d'être au centre de la vie politique française. Le centre, contrairement à ce que l'on dit quelquefois, ce n'est pas « ni-ni », ni droite, ni gauche. Le centre, c'est comprendre qu'un pays se gouverne, particulièrement en temps de crise, en tenant compte, et en prenant le meilleur, de l'un et de l'autre. Pendant longtemps, on a opposé l'ordre et le mouvement. Le centre, c'est la reconnaissance, en profondeur, de la légitimité de l'ordre et de la légitimité du mouvement. Et parce qu'on reconnaît la nécessité de l'un et de l'autre, alors on voit bien qu'il faut inventer un autre ordre, et un autre mouvement !

La nécessité du rassemblement ne s'arrête pas à la politique, elle s'adresse aux peuples, particulièrement rassembler les citoyens quelle que soit leur origine. Ce n'est pas un hasard, c'est une volonté, si nous sommes le seul parti à avoir plusieurs têtes de liste aux régionales issues, comme on dit, de la diversité. Notre choix est celui-là : nous sommes un seul peuple, nous n'avons qu'un seul avenir, et c'est ensemble ! D'où que nous venions, quelle que soit notre couleur de peau, notre culture, notre religion, ou notre philosophie, nous sommes citoyens d'une même république. Nous aimons les racines, les langues, qui font la richesse d'un pays. Voilà pourquoi nous sommes un mouvement qui aime la diversité des cultures, les langues régionales, le créole, toutes ces formes différentes d'être Français. Voilà pourquoi nous détestons ces manœuvres et ces manœuvriers qui, pour s'attacher des bataillons électoraux, cherchent à exciter ce qu'un peuple a de

passions sombres, de peurs, de capacités de rejet. Nous pensons que l'identité du peuple français, précisément son identité, c'est de former une seule nation à partir de tant d'origines différentes, et en les respectant toutes, parce que ce qui soude la nation, c'est précisément deux choses, l'idéal républicain, présenté face au monde comme un idéal de résistance à toutes les dominations, à toutes les exclusions. Et une langue, la langue française, qui aime toutes les autres langues de notre pays, et qui doit s'aimer parmi toutes les langues du monde : voilà pourquoi -j'avais écrit cela avant le terrible événement de Haïti- la francophonie est aussi une entreprise de rassemblement, une manière différente de voir le monde.

L'autre politique, c'est le choix de priorités dures comme le diamant. Non dispersées. Nous en avons choisi deux, l'emploi, l'outil de production, et l'éducation.

Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt : l'emploi en France est en péril, parce que l'activité créatrice s'y trouve en péril. Je vais me risquer à des affirmations inusitées... La vieille loi de l'économie, la loi schumpétérienne de la destruction créatrice, je suis désolé de le dire aux économistes que je lis et respecte, cette loi ne marche plus. On nous disait : « Laissez partir sans regret les entreprises de main d'œuvre. Concentrez vous sur l'innovation, les nouveaux produits et les nouveaux services. Vous créerez plus de valeur ajoutée, vous gagnerez plus de nouveaux emplois que ceux que vous perdrez. », choisissez le haut de gamme contre le bas de gamme et ce sera un avenir heureux, nous disait-on. Peut-on le dire sans ruser ? En France, en tout cas, cela ne marche plus.

J'en suis désolé mais cette loi ne marche plus sous l'empire de deux données, l'une naturelle et heureuse et l'autre artificielle et malheureuse.

La loi naturelle et heureuse, c'est la loi de la progression de l'éducation partout dans le monde, dans tous les pays émergents. Il y aura autant d'ingénieurs, de docteurs, d'informaticiens, d'inventeurs de logiciels, et davantage en Chine, en Inde, qu'il y en aura chez nous. Le monopole de l'invention pour les uns, le monopole de l'exécution pour les autres, c'est fini ou en tout cas c'est fragilisé. Ce schéma qui a marqué le dernier siècle et demi, est derrière largement nous.

Et cette loi ne marche plus parce que le jeu des monnaies est volontairement faussé. La sous-appréciation artificielle, politique, par exemple de la monnaie chinoise crée un déséquilibre, un dumping monétaire, qui s'ajoute aux salaires écrasés et à des standards écologiques très bas. Je le rappelle, dans les débats monétaires, le niveau du dollar quelque regrettable qu'on puisse le juger, est au moins le jeu des marchés, des investissements, des mouvements de capitaux

« libres », alors que la monnaie chinoise elle est soumise à un contrôle absolu d'échange et il absolument interdit naturellement interdit comme vous le savez de faire varier la monnaie chinoise, son niveau est donc artificiel qui s'ajoute aux autres causes de déséquilibres qui font que nous sommes aujourd'hui devant un problème majeur, et c'est la que l'Europe va faire que nous devons prendre nos responsabilités.

La question qui se pose alors est celle de la dérive continue, de la véritable hémorragie, qui déplace notre outil industriel, nos unités de production et finalement nos emplois. Et il n'est pas vrai que ces emplois seront remplacés par d'autres si l'outil industriel est parti. Cela n'est pas vrai.

Le même schéma, exactement, s'applique à notre agriculture, sauf qu'au lieu de déplacer la production vers l'Orient, on la déplace vers d'autres zones émergentes de la planète, là où les multinationales de production agricole trouvent à la fois de grandes surfaces disponibles, la terre bradée et une main d'œuvre à quelques dollars par jour. Et voilà la crise effrayante à laquelle notre agriculture est soumise. Je sais bien que les statistiques sont toujours lointaines mais 30% de baisse du revenu agricole cette année et 20% l'année dernière, c'est évidemment la description en chiffres d'une crise humaine profonde.

Si on n'apporte pas de réponse à cette question de l'hémorragie continue de la production en France, si nous n'inversons pas le mouvement, tout le reste sera du baratin. Nous n'aurons ni services publics ou ce qui valorise les services publics, ni retraites, ni sécurité sociale, ni cohésion sociale si nous ne répondons pas à cette question.

L'autre politique, c'est une autre politique pour la production en France. Et son objectif, c'est celui-ci : nous voulons une politique de relocalisation de la production !

L'Allemagne n'est pas un pays plus pauvre que nous, les salaires n'y sont pas plus bas, la santé n'y est pas plus précaire et ils sont un grand pays producteur, exportateur, aussi exportateur que la Chine.

Cette politique de relocalisation, elle doit être globale. Nous devons mettre l'Europe devant ses responsabilités dans la guerre des monnaies, banque centrale aussi bien que responsables politiques de l'Union. Ça, c'est l'Europe. Les questions environnementales, elles doivent être traitées au niveau de l'union. Mais beaucoup dépend de nous, Français : nous avons perdu des pans entiers de production, des secteurs industriels entiers qui ont déserté notre pays. Pourtant nous savons produire des avions qui sont les meilleurs du monde, des logiciels, de l'agro-alimentaire, de la chimie. Il n'y a aucune raison que notre nation d'ingénieurs se résigne. Nous croyons à la reconquête de secteurs entiers, grâce à

l'automatisation, à la qualité des techniciens, à la proximité, aux process de production numérique, par exemple. Mais cela ne se fera pas tout seul. Il faut que l'État dirige la manœuvre de reconquête. Non pas pour rester, mais pour initier, pour faire essaimer. Et notamment en concentrant l'aide sur les PME naissantes ou en développement. En leur facilitant la vie, en protégeant les jeunes pousses. En allant les chercher ailleurs s'il le faut pour les transplanter sur le sol français dans les secteurs où nous avons abandonné le savoir-faire, le « know how » comme on dit.

C'est désormais question de vie ou de mort. Nous croyons qu'une certaine idée naïve de la division internationale du travail ne doit plus être acceptée comme un dogme religieux. Nous croyons, en agriculture, comme en industrie, que chacune des grandes régions du monde doit avoir, au moins en grande partie, son outil de production. Nul ne doit se retrouver totalement dépendant de l'extérieur sous peine d'y perdre en fait son autonomie et son équilibre. Et cette question nous croyons qu'elle va, qu'elle peut, être introduite dans la vie politique française comme une question dominante.

Aussi nous ferons de cette question un enjeu pour les élections régionales. Et nous croyons que les peuples peuvent dire ceci : « Écoutez nous bien ! Nous qui sommes un peuple d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers, d'agriculteurs de qualité, nous n'acceptons plus de voir partir toute la production, les usines et les emplois. Nous vous commandons de nous présenter des plans de relocalisation de la production. Nous voulons que la France joue dans la même division que l'Allemagne. »

Ce n'est pas du protectionnisme. Nous savons bien que la compétition est inévitable. Mais nous voulons seulement des règles du jeu équitables, notamment en matière monétaire, et nous voulons que se mobilise l'initiative de tout un pays.

C'est une stratégie de long terme. Et cette stratégie, elle repose en particulier sur la reconquête d'un terrain perdu dans un autre domaine crucial qui est celui de l'éducation. Le peuple français a droit à retrouver son excellence en matière éducative. Et donc les enseignants, combattants de première ligne, ont droit au soutien. Et notamment, ils ont droit au soutien des valeurs de l'école. Il faut arrêter le mouvement qui est en train, et qui fait système. J'énumère les éléments qui font système : baisse continue des moyens humains de l'école, dévalorisation du recrutement, destruction des concours, parallèlement marchandisation de l'école à tous les étages, cours particuliers partout pour ceux qui peuvent se les payer avec des fiscales pour ceux qui paient des impôts, études payantes généralisées, et comme alibi, cerise sur le gâteau, des quotas pour les « boursiers ». Tout cela est système et ce n'est pas l'école républicaine ; c'est même tout le contraire des valeurs de l'école républicaine auxquelles nous

croyons. C'est le même mouvement de déclassement, de dévaluation permanente, notamment de l'école publique. L'école a maintenant besoin de réévaluation, à tous les étages. Et donc la nation a besoin de résultats effectifs. Il faut un plan global de réévaluation de l'école et de ses résultats. C'est le deuxième pilier de l'autre politique.

Enfin les deux derniers traits de l'autre politique, sur lesquels je n'insisterai pas aujourd'hui, tant ils ont organisé notre combat depuis des années : l'autre politique détermine tous ses choix en considérant les générations à venir, et l'autre politique impose une démocratie de plein exercice.

Génération à venir. Le patrimoine environnemental, pas seulement en matière de climat, mais aussi pour ce qui touche à la protection de la terre, de l'accès à l'eau, de la biodiversité, du traitement des déchets. Le patrimoine de santé, le nôtre par la prévention en particulier, l'accès aux médicaments de tous nos concitoyens de la terre. Une politique d'équilibre des finances publiques (je suis assez amusé de voir reprendre à satiété la proposition que j'avais faite pendant la campagne présidentielle de 2007 d'inscrire dans la constitution le refus des déficits structurels). Dans ces déficits je n'oublie pas la question des retraites qui au moins aussi lourde que la question des déficits budgétaires. L'idée de retraites par points qui est notre proposition depuis dix ans progresse, j'ai entendu qu'elle avait été reprise par de grands syndicalistes récemment. Ce nouvel équilibre consiste à donner à chacun des droits réels, non pas des droits fictifs, en fonction de son exercice professionnel, durée, pénibilité, engagements d'autre nature, et à faire gérer l'équilibre du système une fois mis en place par les partenaires sociaux, représentant les travailleurs, les chômeurs, et les représentants des retraités. Ces trois grandes questions, patrimoine environnemental, santé, dette financière et dette démographique, sont trois épées de Damoclès au-dessus des générations à venir. Nous voulons supprimer ces menaces pour que nos enfants et les enfants de nos enfants soient émancipés des charges indues, insupportables, que par légèreté nous leur aurons transmises.

Enfin, cela ne se fera pas si un grand mouvement civique ne remet pas en cause les compromissions de tous les jours qui empêchent notre démocratie de se déployer et d'être respectée. L'entreprise qui vise à installer dans tous les lieux de responsabilité de la société française, politiques, institutionnels, financiers, industriels, des proches du pouvoir, et qui s'affiche ouvertement en soumettant le pouvoir à ces influences d'affaire, cette entreprise est nuisible à la France. Elle doit être combattue. C'est à ce grand mouvement civique que nous participons. Nous mettons l'esprit civique très haut, au premier plan. Nous n'acceptons pas que le citoyen soit tenu dans l'ignorance d'où on le conduit.

Deux illustrations : la loi sur le conseiller territorial ; le référendum en Martinique.

Il est hors de questions que nous apportions notre soutien à l'idée du Conseiller territorial que nous avons pourtant, je crois, les premiers initiée, si l'on ne connaît pas AVANT la loi électorale et le mode de scrutin. Parce que quand vous avez une assemblée unique, s'il n'y a pas de contre-pouvoirs, qui vous défendra ? Qui vous offrira un recours en face d'une assemblée dont les règles de désignation des membres auraient produit des déséquilibres, par exemple, comme ceux que nous connaissons par exemple à l'Assemblée nationale depuis longtemps. Il est hors de question que nous apportions notre soutien à cette idée s'il n'y a pas d'abord clarification de ce que sera la loi électorale.

Deuxièmement, cela passe inaperçu en métropole, mais pour nous c'est très important. Le référendum en Martinique et en Guyane dans une semaine et demi nous avons accueilli comme une bonne nouvelle, le raz-de-marée civique puisque en Martinique c'est 80% des électeurs qui ont voté « non » à la proposition que Martinique et Guyane deviennent à part dans le système institutionnel français. La volonté profonde des électeurs, sur ce point en rupture avec les élus, c'est d'être pleinement des citoyens français. Et contre une grande partie de leurs élus, ils l'ont imposée. Eh bien de la même manière qu'en 2003 j'avais mené ce combat en Martinique et en Guyane, je me rendrai dans quelques jours en Martinique pour dire que le référendum qui propose de donner tous les pouvoirs à une assemblée unique, s'il ne donne pas des règles du jeu qui garantissent le pluralisme et la protection des citoyens, c'est un référendum qui prend les citoyens de Martinique et Guyane comme citoyens de deuxième zone. C'est un chèque en blanc que l'on demande : « accordez nous l'assemblée unique et on vous dira après comment on la composera » ! Il n'y a pas un citoyen de plein exercice, pas un citoyen debout qui puisse signer ce chèque en blanc. Alors, j'ai tout à fait conscience que toutes les forces politiques sans exception, de l'UMP au PS et grand nombre d'autres forces locales, plus ou moins selon les cas indépendantistes ou autonomistes, sont tous d'accord pour dire « oui ». Mais je vous rappelle que c'était déjà le cas en décembre 2003, et en décembre 2003 les électeurs avaient répondu non quoique les sondages aient prédit à l'époque 80% de oui. 75% de non en Guyane, et 50% en Martinique, et nous avons trouvé cela sain de refuser de signer un chèque en blanc... En créole on dit on ne vas pas acheter « chat en sac ». Eh bien je suis toujours du même avis sept ans après : je trouve inacceptable que l'on manipule ainsi les citoyens sans leur donner les clés de leur destin. Et j'ai espoir que beaucoup de citoyens Martiniquais et Guyanais disent « excusez-nous mais nous n'avons pas voulu ce que vous nous proposiez dimanche dernier et nous ne signerons pas un chèque en blanc ».

Cette question est très importante, elle a une grande signification. Nous sommes pour un pouvoir qui place la démocratie comme valeur fondatrice et pas seulement comme une recette.

Voilà le portrait que je voulais dessiner devant vous de cette autre politique que les Français attendent. Pour beaucoup d'entre eux, ils ont formé leur jugement sur ce qui se passe et le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils regardent cela avec déception et de manière désabusée, ils n'attendent qu'une chose, c'est de savoir si les forces démocratiques dans leur pays peuvent leur proposer un autre chemin. C'est autre chemin que nous allons défendre cette année et cela me permet de renouveler devant pour chacune et chacun d'entre vous nos vœux de bonne année.